

Initiatives ministérielles

potentielle sous un drapeau canadien, il n'a pas jugé bon d'en faire autant.

Pourtant, d'autres gouvernements ont rappelé leurs parlements. La Grande-Bretagne, par exemple. Que le gouvernement n'en ait pas fait autant montre son manque de respect pour la démocratie.

Il faut tenir compte de ce que les Canadiens d'un bout à l'autre du pays pensent des parlementaires. Nos concitoyens se posent des questions à notre sujet et sur nos agissements, surtout au sujet des sénateurs qui s'amuse à taper sur leurs bureaux et à jouer du mirliton.

Les Canadiens ont perdu leurs illusions au sujet de cette institution du Parlement parce que le gouvernement a constamment recours à la clôture et à l'attribution de temps à la moindre occasion. Nous avons une motion aux termes de laquelle le gouvernement veut diminuer le nombre de membres des comités parce qu'il a l'impression que les comités de la Chambre ne sont pas toujours d'accord avec lui. C'est manquer de respect pour le droit d'un député de faire son devoir, monsieur le Président. Ce n'est qu'un exemple de plus du fait que le gouvernement ne respecte pas nos institutions démocratiques et incite les Canadiens à ressentir de moins en moins d'estime pour les députés.

Monsieur le Président, que faire dans une telle situation? Nous devons faire en sorte que le rôle des Nations Unies soit prioritaire dans le monde. En tant que membre du Conseil de sécurité, le Canada doit jouer un rôle de chef de file pour voir d'abord à ce que les Nations Unies assument le commandement des opérations militaires au Moyen-Orient. De plus, nous devrions déclarer que nos navires n'iront pas plus loin que le golfe d'Oman, ce qui avait été prévu au départ, et qu'ils ne feront qu'aider à faire respecter les sanctions contre l'Irak décrétées dans la résolution 665. Rien de plus, monsieur le Président.

Par ailleurs, le Canada devrait porter plus d'attention au problème des réfugiés. Des milliers de réfugiés de nombreuses nations ont fui le Koweït et cette région du monde. Comme c'est souvent le cas avec les réfugiés, ils deviennent presque invisibles. On a tendance à les oublier. On en parle un peu dans les médias, puis on les oublie. Même si le gouvernement a engagé des fonds, initiative fort louable, il devrait faire davantage. Le Cana-

da devrait s'engager à consacrer plus d'attention et d'énergie au problème des réfugiés.

• (1910)

En conclusion, je veux simplement dire que je suis très déçu des mesures que le gouvernement a prises. Cela a terni l'image des Nations Unies, ainsi que l'image que les Canadiens ont du Parlement. Cela a aussi été une manifestation de mépris pour la démocratie dans notre pays.

Je termine donc en disant que je vais certainement appuyer l'amendement de mon parti et m'opposer à la résolution du gouvernement.

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Je serai bref, monsieur le Président.

Je tiens à féliciter le député pour son excellente allocution. Je ne voudrais pas laisser passer l'occasion de lui demander, à lui qui est connu non seulement en Saskatchewan mais dans tout le Canada pour être un ardent défenseur des agriculteurs, de nous exposer plus en détail les répercussions que cette grave crise risque d'avoir, plus particulièrement pour les céréaliculteurs.

Quelles conséquences cela aura-t-il pour les agriculteurs de l'Ouest? Je sais que les Canadiens sont impatients d'entendre les observations et les conseils du député à l'égard de cette importante question.

M. Laporte: Monsieur le Président, une infrastructure est vraiment menacée aujourd'hui au Canada. Elle s'affaiblit déjà depuis un certain nombre d'années, mais voici qu'elle commence tout bonnement à s'écrouler.

Elle est en train de s'écrouler à cause notamment des lézardes de l'assise économique, qu'il s'agisse de la pêche en Nouvelle-Écosse, de la culture des pommes dans la vallée d'Annapolis ou de la céréaliculture dans l'ouest du Canada. Le gouvernement actuel n'a absolument pas su, ces dernières années, régler les problèmes du secteur agricole. Certes, il a promis dès son entrée en fonctions de mettre sur pied un programme agricole et il l'a fait en 1985.

Dans le cadre de ce programme, l'Irak était notre quatrième plus grand acheteur de céréales. C'est certes un client important. La perte de ce client s'ajoute tout simplement aux problèmes qui existent déjà. La vente des céréales pose un problème au Canada. Cela s'explique notamment du fait que les Américains, avec leur programme de mise en valeur des exportations, se trouvent à empiéter sur notre territoire traditionnel et certes sur